

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)

Rocade de la Vallée de la Lys
RD 191
59250 Halluin

Références : 22042025_COVALYS_HALLUIN
Code AIOT : 0007002401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES) implanté Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à l'occasion de la campagne de contrôles inopinés réalisée au titre de l'année 2025 et est diligentée par l'inspection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)
- Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin

- Code AIOT : 0007002401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Européenne de Lille a confié à Covalys, une co-entreprise détenue à 65% par Veolia, à travers sa filiale Valnor, et 35% par Idex, le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Centre de Valorisation Énergétique (CVE) de la métropole localisé à Halluin. D'une durée de 12 ans, le contrat renouvelé en 2018 représente un chiffre d'affaires cumulé de 295 millions d'euros.

Mis en service le 15 décembre 2000, le site a une capacité de traitement de 350 000 t/an de déchets grâce à 3 lignes de fours à grilles de capacité unitaire de 14,5 t/h.

Les déchets, les ordures ménagères et encombrants en provenance de la Métropole Européenne de Lille (MEL), y sont traités comme combustible produisant de la chaleur elle-même transformée en électricité (de l'ordre de 150 000 MWh/an).

Deux Groupes Turbo-Alternateurs (GTA) de 16 MW unitaire assurent la transformation de l'énergie thermique en électricité. Une partie de l'électricité est consommée sur le site (à hauteur d'environ 22%) et le surplus est injecté sur le réseau RTE sous 90 kV.

L'énergie produite alimente également directement les réseaux de chaleur urbain R-énergie de Roubaix et Résonor de Lille via un réseau calorifugé de grosse capacité de 19 kilomètres.

Le Centre de Valorisation Énergétique (CVE) ANTARES d'Halluin, relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève du régime de l'autorisation pour les activités principales suivantes:

- 2771 : installations de traitement thermique de déchets non dangereux (fours d'incinération),
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux (cisaille rotative).

Il convient de préciser que le site relève également de rubriques en relation avec la Directive dite "IED". Il est visé par la rubrique principale 3520.a.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 13.2.	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 14.3.2.	Sans objet
4	Indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné réalisé sur le rejet des 3 lignes d'incinération a montré les non-conformités suivantes :

- Ligne 1 : en termes de concentration sur les paramètres COVT (composés organiques volatils totaux) et métaux (somme de l'antimoine, de l'arsenic, du plomb, du chrome, du cobalt, du cuivre, du manganèse, du nickel et du vanadium) et de flux sur les paramètres HF (acide fluorhydrique), CO (monoxyde de carbone) et COVT;
- Ligne 2 : en termes de concentration sur le paramètre métaux et de flux sur les paramètres CO et métaux;
- Ligne 3 : en termes de flux sur le paramètre HCl (acide chlorhydrique).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 13.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44052.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations sont équipées de 3 cheminées, une cheminée par ligne d'incinération. Ainsi le nombre de points de rejet est optimisé pour suivre la qualité de rejet de chaque four.</p> <p>Aucun obstacle en sortie de cheminée n'est visible du sol.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence de 2 trappes sur chaque cheminée pour la réalisation de</p>

mesures des rejets atmosphériques. Ces trappes sont accessibles depuis le plateau de l'étage et à hauteur d'homme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 14.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plate-forme de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NFX 44052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.</p> <p>En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NFX 44052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que le laboratoire de contrôle déploie ses installations de mesure depuis le plateau de l'étage sans difficulté apparente. Le plateau permet d'accéder aux trappes de mesures. Les trappes sont disposées sur une section uniforme.</p> <p>Les agents du laboratoire présents ne soulèvent à l'inspection ni difficulté d'accès ni problème de sécurité. L'acheminement du matériel de mesure est facilité par la présence d'un monte-charge. Des escaliers sécurisés existent également pour accéder aux points de mesure.</p> <p>Le rapport de mesures du contrôle inopiné réalisé du 22 au 25/04/2025 ne relève pas de non-conformité par rapport à la norme NF X 44-052 et/ou NF EN 13284-1 (p 37).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

La vitesse ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère, est au minimum égale à 12 m/s. La dilution des effluents est interdite.

Les effluents atmosphériques issus des fours d'incinération respectent les valeurs limites de rejet suivantes :

Le débit d'air nominal pour chaque ligne est de 80 000 Nm³/h.

	Concentration [mg/m ³]				
Paramètres	Concentration maximale en moyenne journalière	Concentration maximale en moyenne sur 1/2 h	Concentration maximale	Flux maximal moyen journalier (kg/j)	Flux maximal annuel (t/an)
Poussières totales	5	30		10	1,17
CO	50	*		50	38,1
COVT	10	20		9	12,25
HCl	8	60		8	2,83
HF	1	4		1,7	1,08
SO ₂	40	200		90	23,5
Nox (NO + NO ₂ exprimé en NO ₂)	80	400		140	223
Cd + Tl et leurs composés			0,02	0,096	8kg/an

Hg(et ses composés)			0,02	0,096	15kg/an
Sb+ As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V			0,3	0,96	125kg/an
PCDD/PCDF + PCB DL (Dioxines et furannes et PCB DL)			0,08ng WHO- TEQ/Nm3**	0,19mg/j	53mg/an
NH3	10			35	12

* Durant le fonctionnement, la concentration ne dépasse pas 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 mn ou 100 mg/m³ pour toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes sur 30 mn prises au cours d'une période de 24 h.

** Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales (OTNOC) , la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Ces valeurs correspondent aux conditions suivantes :

gaz sec ;
température 273 °K ;
pression 1 013 KPa ;
11 % d'oxygène.

Constats :

Les valeurs limites d'émission ont été mises à jour par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2024 après l'instruction du dossier de réexamen du positionnement du site par rapport à la conformité des MTD du BREF WI et du BREF WT.

- Synthèse de l'autosurveillance des rejets air depuis janvier 2024 :

Quasiment tous les dépassements en concentrations mesurées dans le cadre de l'autosurveillance depuis janvier 2024 ont été sur des valeurs limites semi-horaires et sont dus à une mauvaise combustion des déchets.

Le dépassement de la VLE du CO est survenu 8 fois depuis le contrôle inopiné d'avril 2024 sur la VLE semi horaire (durée < 30 min), et est dû également à une mauvaise combustion des déchets.

Généralement une reprise des réglages de combustion suffit au retour à la normale pour le monoxyde de carbone ou les substances organiques. Des dépassements de certains paramètres (comme les oxydes d'azote ou le mercure) indiquent généralement un défaut des traitements anti pollution. Ces dépassements entraînent une intervention de la maintenance.

L'autosurveillance en continu des paramètres permet une réaction rapide de l'exploitant.

L'exploitant réalise en moins de 30 minutes un diagnostic de la défaillance grâce à son pupitre de contrôle : alarme visuelle en cas de dépassement, suivi du flux et de la concentration, les données permettent de connaître l'origine possible du défaut (combustion, traitement).

L'exploitant montre une parfaite connaissance et maîtrise de ses installations lui permettant une réaction rapide et un retour à la normale en cas de dépassement des valeurs limites fixées réglementairement.

- Synthèse des contrôles inopinés air depuis 2024

*CI du 26/02 au 01/03/2024 : respect de la VLE pour l'ensemble des paramètres mesurés

*CI du 24 au 30/04/2024 : dépassement en concentration CO pour la L2 (182 mg/m³ pour 50 mg/m³). Aucun dépassement sur les lignes L1 et L3.

CI du 15 au 19/07/2024 : respect de la VLE () pour l'ensemble des paramètres mesurés

*CI du 10 au 14/02/2025 : dépassement en concentration HF pour la L3 (6,1 mg/m³ pour VLE=1 mg/m³).

- Contrôle inopiné du 22 au 24/04/2025 :

Le rapport montre de nombreux dépassements :

Ligne 1 :

* concentration en COVT : 15 mg/m³ / VLE = 10 mg/m³

* concentration en As+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+V+Co+Sb : 374g/m³ / VLE = 300g/m³

* flux en HF : 1,9 kg/j / VLE = 1,7 kg/j

* flux en CO : 101,50 kg/j / VLE = 50 kg/j (**dépassement supérieur à 2 fois la VLE**)

* flux en COVt : 30,8 kg/j / VLE = 9 kg/j (**dépassement supérieur à 2 fois la VLE**)

Ligne 2 :

* concentration en As+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+V+Co+Sb : 475g/m³ / VLE = 300g/m³

* flux en CO : 58,80 kg/j / VLE = 50 kg/j

* flux en As+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+V+Co+Sb : 1,101 kg/j / VLE = 0,96 kg/j

Ligne 3 :

* flux en HCl gazeux : 9,6 kg/j / VLE = 8 kg/j

Les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 24/10/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.a

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article 14.4.4, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 14.4.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

Les périodes de dépassement et la durée cumulée sont transmises à l'inspection des installations classées dans le rapport mensuel accompagnées des commentaires nécessaires sur leurs causes..

Constats :

L'exploitant transmet régulièrement à l'inspection le rapport de l'autosurveillance (dit rapport « AMESA », nom du système de prélèvement) des rejets air des 3 lignes d'incinération. Ce rapport indique : heures de fonctionnement des 3 lignes, bilan des analyses des paramètres objet de l'autosurveillance, les périodes de dépassement et la durée cumulée.

Entre janvier 2024 et mars 2025, quasiment tous les dépassements ont duré au plus 30 minutes, un a duré 2h30. Les rapports montrent que les concentrations n'ont pas dépassé les valeurs limites pendant plus de 4 h consécutives depuis janvier 2024.

L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection le bilan de l'année 2024. La durée totale sur 2024 de dépassement de la VLE 30 min sur les lignes y est indiquée : Ligne 1 : 3h - Ligne 2 : 7h30 - Ligne 3 : 3 h. La durée limite de 60 heures est respectée.

La teneur en poussière n'a pas dépassé 150 mg/m³ depuis janvier 2024.

Type de suites proposées : Sans suite